

Merci à Iphis  
pour le partage de sa copie  
pour le site [devenez-fonctionnaire.fr](http://devenez-fonctionnaire.fr)

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Ne rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours ~~externe~~ interne - professionnel ou examen professionnel <sup>(1)</sup>

(1) Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Inspecteur des Finances Publiques

Épreuve n° : 2

Matière : 060 - Gestion Publique

Date : 13 09 2022

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 0

#### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codées à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

## Exercice 1

De: Camille Durand

A: (adresse mail de la commune de Neu-sur-Nahay)

Date: 21/03/2022

Objet: Insuffisance de trésorerie

Bonjour,

L'analyse des comptes de la commune de Neu-sur-Nahay nous a permis de déceler un certain nombre d'anomalies de nature à faire obstacle au règlement des mandats actuellement en instance.

En effet, les six bordereaux présentés ce jour en annexe dans l'élaboration représentent une somme totale de 69 635,00 €, alors que la commune ne dispose à l'heure actuelle que d'une trésorerie de 22 385,04 € au total. Afin que nous puissions résoudre cette situation au mieux, je me permets de vous proposer un certain nombre de solutions.

En premier lieu, le compte de dépôt de fonds au Trésor de la région multiservices de la commune indique un solde positif de 16 501,00 €.

Je vous suggère de procéder au plus vite au versement de cette somme sur le compte Banque de France de la commune, ce qui vous permettra d'utiliser cette somme pour payer les mandats en instance les plus urgents.

En second lieu, je vous suggère que nous mettions en paiement des mandats en instance dans l'ordre qui suit :

- ce jour, les bordereaux n° 36, 37 et 38 pour une somme totale de 20 380,00 €.  
Ces mandats présentent en effet un retard de paiement de plus de trois mois, ce qui expose la commune au paiement de pénalités de retard.  
Une fois les fonds de la région parvenus sur le compte Bdf de la commune, nous serons en mesure de payer les mandats n° 274 à 285 du bordereau 21, correspondant aux primes des agents communaux pour un montant de 16 327,36 €.

- une fois jusqu'à subvention de 10 000 € dont le versement est prévu le 25, nous serons en mesure de payer les mandats n° 134 et 140 du lot n° 7, échus depuis le 1<sup>er</sup> février.

Veuillez noter qu'il ne s'agit ici que de propositions. Si vous préférez donner la priorité à d'autres mandats, je vous remercie de me l'indiquer.

J'attire votre attention sur l'aspect récurrent de cette insuffisance de trésorerie au sein de votre commune.

Je vous invite donc à veiller, par exemple, à ce que les sommes encaissées par les régies de la commune soient reversées plus régulièrement, conformément à la réglementation (une fois par semaine, au lieu de que la somme prévue à la création de la régie est affectée). Cela vous permettra de disposer d'un flux de trésorerie plus régulier.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Bien cordialement,

Camille Durand

Inspectrice des Finances Publiques

Adjointe à la Trésorerie de la Communauté de Communes



Exercice 2

Timbre de la D.D.F.P.

A Alpheille, le xx/xx/xxxx

Affaire suivie par M. DUMAS

(adresse mail)

(téléphone)

A destination de la Direction des Finances  
de la Communauté d'agglomération de  
Gersac et RhineObjet : Optimisation des bases fiscales

Madame, monsieur,

pervenue en date du xxxx, vous avez sollicité des informations relatives à l'optimisation des bases fiscales, afin d'améliorer vos recettes fiscales sans augmenter les taux des taxes existantes.

Concernant les taxes proprement dites, la Communauté d'agglomération peut bénéficier de taxes différentes :

- la taxe foncière,
- la taxe d'habitation,
- la taxe de séjour

Ces trois taxes peuvent être instituées et/ou optimisées de la manière suivante :

Pour la taxe foncière, vous pouvez décider par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639A bis et pour la part qui vous revient, de limiter l'exonération prévue pour les constructions nouvelles, reconstructions et additions de constructions à usage d'habitation durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement. Cette limitation peut être fixée à 40, 50, 60, 70, 80 ou 90 % de la base imposable, mais ne concerne que les immeubles n'ayant pas été financés au moyen de prêts aidés de l'Etat.

Pour la taxe d'habitation, la commune d'agglomération de Gersac-et-Rhône présente un faible taux de résidences secondaires, il vous est possible de recourir aux articles 1407 et 1407 bis du Code général des Impôts relatifs aux logements vacants et aux logements non affectés à l'habitation principale. L'article 1407 bis en particulier prévoit la possibilité de majorer d'un pourcentage compris entre 5 et 60% le part revenant à la commune de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Pour la taxe de séjour enfin, Gersac-et-Rhône se situant dans un secteur touristique, il vous est possible d'instituer une taxe de séjour intercommunale, si ce n'est pas déjà le cas.

Par ailleurs, une meilleure collaboration entre vos services et les nôtres peuvent vous aider à améliorer vos recettes, fiscales ou non.

Ainsi, des échanges réguliers quant au recensement des changements et à la mise à jour de bases fiscales permettent d'établir l'impôt de manière plus fiable. Si ce n'est le cas, les situations fiscales restant de seul ressort de la DGFIP, il vous est possible de nous communiquer tout élément factuel utile à l'établissement des impôts locaux (constructions nouvelles, démolitions et tout changement affectant des propriétés bâties, par exemple). La mutualisation des informations représente une réelle opportunité d'optimisation de vos recettes fiscales.

Enfin, la Convention de Service Comptable et Financier actuellement en cours d'élaboration sera à n'en point douter l'occasion d'optimiser le recouvrement des produits locaux et d'améliorer, de manière générale, le recouvrement de vos recettes.

J'espère que ces informations répondent à votre demande, et reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

J'vous prie d'agréer, chers amis, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Alix Dumas, CDE



Exercice 3

Titre de service

A xxx, le xxx

Affaire principale Saché MOCK

(n° 1)

(Véhicule)

Fiche à destination

des services en charge du recouvrement  
des indus de l'indemnité inflationObjet : Principes et modalités liés à l'encaissement de premier niveau  
des indus de l'indemnité inflation

Après avoir vu par l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 2021 du 1<sup>er</sup> décembre 2021, l'indemnité inflation, aide exceptionnelle et individuelle de 100€ à la charge de l'Etat, a été versée à environ 38 millions de personnes résidant en France.

Le versement de cette aide ayant mobilisé différents lieux en parallèle, certains usagers ont reçu cette aide de manière indue - soit plusieurs fois, soit alors qu'ils ne remplissaient pas les critères d'éligibilité.

Ces indus ont vocation à être remboursés, selon des principes et modalités qui vont être détaillés ci-dessous.

I Principes de l'encaissement des indus

L'article 12 du décret du 11 décembre 2021 dispose que les personnes ayant induement perçu l'indemnité la reversent à l'Etat.

Plusieurs moyens sont mis à leur disposition à cet effet :

- un portail de remboursement qui est accessible depuis le site [impot.gouv.fr](http://impot.gouv.fr)
- à la caisse du Service des Impôts des Particuliers (SIP), par carte bancaire
- par cheque de paiement adressé par courrier

## II Modalités d'encaissement

### A En SIP

Il est recommandé aux SIP d'orienter les usagers vers le paiement. Les paiements effectués par CB en caisse sont retracés dans DETETER sous le code événement "300-Indemnité inflation".

Puis ils seront imputabilisés dans DDR3 ou PEDOC selon les schémas suivants :

- Débit 3511 / Crédit 306 dans DDR3
- Transaction 21:1: débit 311.36 / Crédit 477.0, nature 306, code RDT 5245 dans PEDOC.

Dans les deux cas, l'opération porte pour référence RII NOM PRENOM du contribuable et numéro fiscal. Le service devra adresser un message à la DDRF: Pour toutes les pièces justificatives nécessaires.

### B Service comptabilité

Le service comptabilité de la DDRF-P est chargé des paiements par chèque. À réception du chèque, il saisit l'écriture suivante dans le module FICL de Clavis :

- Transaction FB30, type de pièce SA
- Débit compte 511211 / Crédit 4761, régime F 17107100.

À la réception des relevés Banque de France, l'application CADRAN émet automatiquement les écritures permettant de solder le compte :

- Débit 511211 / Crédit 511211.

La mention "RII + numéro fiscal" doit être portée dans le champ texte lors de la comptabilisation au crédit du 4761.

Il est recommandé de conserver les encaissements par chèque un mois avant de les transférer au DCT des ministères sociaux afin de pallier aux éventuels impayés.